Félicie au Liban : les drames et la solidarité

Félicie a été envoyée comme volontaire au Liban pour travailler au sein du programme des « couloirs humanitaires ». Depuis 2017, ce dispositif permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée. Le Défap y participe à travers des envoyés, qui travaillent à Beyrouth pour la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Depuis la fin de l'année, elle a été obligée de quitter le pays pour des raisons de sécurité, mais continue à travailler à distance. Un défi supplémentaire pour l'équipe des « couloirs humanitaires ».



Dans un camp de réfugiés au nord du Liban © Félicie pour Défap

Téléchargez cette lettre de nouvelles en pdf

Je suis Félicie, en contrat VSI au Liban pour le programme des Couloirs Humanitaires depuis Octobre 2021. L'année 2023 avait bien commencé pour notre projet de réinstallation de familles réfugiées au Liban vers la France par les voies d'accès légales et sûres encadrées par la Fédération de l'Entraide Protestante.

Puis j'étais de plus en plus heureuse à Beyrouth, m'y sentais de plus en plus chez moi.

Nous avons pu effectuer en 2023 quatre voyages de plusieurs familles d'origine syrienne ou de Palestiniens de Syrie vers des collectifs d'accueil en France. La situation en Syrie

malgré le peu de couverture médiatique est catastrophique au niveau sécuritaire et humanitaire, avec la poursuite de bombardements affectant des civils, des enrôlements de force au service militaire ainsi que des arrestations arbitraires. Et ce, sans oublier les drames familiaux liés au tremblement de terre du 7 février 2023. Les familles présentes au Liban craignent d'être déportées avec un durcissement des autorisations de séjour au Liban pour ces réfugiés pour la plupart reconnus seulement en tant que déplacés.

De très belles histoires humaines lors des rencontres des familles au Liban, de leur accompagnement vers la France, et de leur parcours d'insertion grâce à l'accueil par collectifs citoyens m'ont permise de ne pas baisser les bras et d'être forte à la survenue des évènements d'octobre 2023 tout proche du Liban, qui ont remis en cause ma présence au Liban, ainsi que la stabilité du projet.

Je ferai part de belles histoires dans une lettre séparée.



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 © Soledad André pour Défap

J'ai dû quitter le Liban pour des raisons de sécurité en tant

que VSI, et continuer à travailler à distance. Tenter d'être rassurante notamment pour les familles au Sud Liban, dans un contexte volatile, triste, dangereux, n'est pas chose simple ; mais j'ai pour ma part la chance d'être en sécurité et extrêmement soutenue par le Défap et par mes collègues. L'ambassade de France ainsi que la plupart des partenaires sur place et moi-même, n'étions plus en capacité de faire avancer les dossiers des familles au moment ou l'urgence était la plus extrême.

Ces évènements ont resserré les liens d'équipe et les liens sur place au Liban, afin de trouver des solutions pour sauver le projet dans un tel contexte. Janvier 2024 semble bien débuter, nous travaillons beaucoup, et sommes pleins d'espoir.

Je trouve en ce moment très peu de mots pour exprimer tout ce que j'ai dans le cœur et dans l'âme donc je resterai sur une lettre de nouvelles courte. Si je laisse tout ce qui est personnel de côté, car cela reflète mon état d'esprit actuel, je n'arrive à penser qu'aux autres, à ceux qui souffrent.

Face à cet embrasement au Moyen-Orient, j'ose juste espérer que nous autres citoyens actifs pour leur prochain, puissions continuer à œuvrer, même de loin, pour ceux qui en ont besoin et je souhaite une nouvelle année un peu meilleure, faite d'amour et de soutien, à tous ceux qui me liront.

Haïti au cœur des préoccupations du Défap



La papaye, ressource agricole en développement en Haïti

Le Défap est engagé en Haïti au moyen d'une Plateforme dédiée, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle de Haïti et coordonnée par le Défap. Elle est composée de tous les acteurs qui interviennent sur le terrain, à savoir notamment la Fondation La Cause pour les orphelinats, le SEL (service d'entraide s'occupant notamment de parrainage d'enfants), la Mission biblique (liée à l'Union des Églises baptistes sur place), ADRA et le pasteur de l'Église du Nazaréen, paroisse composée par des Haïtiens installés en France, en lien étroit avec une Église homologue en Haïti. Cette Plateforme est un lieu de rencontre et de coordination.

Mise en place entre 2007 et 2008, cette Plateforme a été particulièrement efficace lors du séisme de janvier 2010. Les conséquences de cette catastrophe ne sont pas encore totalement résorbées, les pertes humaines ayant été très élevées et nombre d'infrastructures fortement endommagées. La

Plateforme continue donc son travail, sous l'égide du Défap et en toujours en lien avec les structures protestantes haïtiennes, en particulier avec la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH). De nombreux projets sont encore actifs et suivis. En 2010, les protestants avaient donné plusieurs centaines de milliers d'euros pour relancer les activités économiques et les écoles.

Les liens présents entre les partenaires au moment du séisme avaient permis de recevoir des informations nombreuses et fiables, avec pour résultat la conception un plan d'intervention correspondant exactement aux besoins des Églises sur place. Une délégation s'était d'ailleurs immédiatement rendue dans le pays avec pour mission de mettre en route des programmes d'urgence, certes, mais aussi destinés à être concrétisés dans la durée. Les institutions ecclésiales ne sont pas spécialisées, en général, dans les actions d'urgence, mais elles se sont mobilisées et sont parvenues à se coordonner de façon notablement efficace. Grâce au pasteur Philippe Verseils, envoyé à Port-au-Prince durant deux ans, qui s'est occupé de leur gestion, les fonds ont été employés au mieux.

Considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, c'est-à-dire comme un pays où l'on ne doit pas se rendre sauf nécessité absolue, Haïti ne peut plus recevoir d'envoyés. L'insécurité et la violence en ville deviennent difficiles à supporter y compris par la population locale : baisses drastiques des approvisionnements en carburant et même en vivres, délestages en électricité, criminalité galopante, la grogne sociale monte et explose sporadiquement en manifestations de rue, durement réprimées.

Le Défap continue à faire fonctionner la Plateforme, qui se concentre sur son soutien aux institutions locales. La force de l'engagement et leur dévouement est remarquable : lors de son Assemblée générale, la Fédération haïtienne des écoles protestantes a validé un plan stratégique visant à renforcer

les capacités d’accueil des écoles et la formation continue. L’éducation est cruciale en Haïti, la formation des futurs citoyens restant l’une des clefs les plus prometteuses pour améliorer à la fois la société et la vie des hommes. La mise à niveau des enseignants doit donc être soigneusement suivie. La Plateforme, faute de pouvoir envoyer des jeunes volontaires, s’occupe de récolter des fonds pour aider cette institution.